



# LA FEDERATION COMMUNIQUE

## LUTTES

### REVENDICATIFS ET COMBATIFS

Lors du 13<sup>ème</sup> congrès, les interventions de haut niveau revendicatif se sont immédiatement concrétisées par de nombreuses luttes dès début mars sur les salaires, en Bretagne dans le site de Penny du groupe Eureden, dans les sept sites du groupe Bigard, Socopa, Charal pour des augmentations de salaire où les syndicats Cgt revendiquent 100 euros d'augmentation sur le salaire de base avec un effet rétroactif au 1er janvier. L'argent existe pour satisfaire cette revendication. La famille Bigard compte parmi les 500 fortunes de France. Les richesses créées par les travailleurs ont rapporté près de 70 000 euros par salarié au groupe. C'est sûr que les fins de mois ne sont pas les mêmes pour tout le monde !

Les salariés de Findus avec leur syndicat Cgt ont été en grève pendant plus d'une semaine. Mouvement fortement suivi, ils revendiquaient une augmentation de 80 euros sans conditions discriminatoires. La direction qui bloquait toute négociation a fini par accepter de revenir autour de la table, un premier pas vers la satisfaction de leurs revendications. Après 10 jours de débrayage, ils arrachent 40 euros bruts, une belle lutte fraternelle et solidaire ! Ou encore les camarades de Tipiak Fouesnant, de Galliance, de Marie Surgelés, de Marie Blachère sud-ouest et chez Duc dans le Gard où l'action de nos camarades et leur détermination permettent des mobilisations largement suivies pour ne citer que ces quelques exemples.

Le salaire a toujours été la variable d'ajustement pour gonfler les profits. Les capitalistes mènent depuis toujours une bataille acharnée pour réduire à peau de chagrin le paiement de la force de travail. Pour cela les patrons à l'unisson s'égosillent sur le « coût du travail », le « poids des charges sociales ». Ils passent sous silence qu'en un peu plus de 40 ans le taux de prélèvement effectif à la charge de l'employeur, pour un salarié au Smic, a été divisé par 6,5, passant de 45 % à 6,9 % pour les entreprises de plus de 11 salariés et plus et divisé par 14,5 pour les moins de 11 salariés. Ces baisses représentent 80 milliards d'euros par an. Ce manque de recettes met cruellement en danger notre système de protection sociale qui ne peut plus remplir son rôle de garantir à chaque salarié la sécurité en cas de maladie et une retraite suffisante après une vie de travail.

Pour le maintien de l'outil industriel et des emplois, les camarades de Château Blanc dans le Nord travaillent avec Progexa et la fédération à la suite de l'annonce du redressement judiciaire. Le syndicat construit des perspectives crédibles pour pérenniser le site de Marcq en Baroeul et construire le rapport de force

Pour les salaires et les pensions, l'emploi, l'amélioration des conditions de travail et le maintien de l'outil industriel, soyons à l'offensive, construisons le rapport de force, renforçons notre Cgt, luttons pour des jours heureux !

Montreuil,  
Le 10 avril 2026